

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1974)  
**Heft:** 282

**Artikel:** En Suisse, des "bêtes de somme" de moins en moins nombreuses  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1026588>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 04.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## ANNEXES DE L'ÉDITORIAL

### 1. Face à l'Afrique, l'Europe, cette boîte à sardines

A de rares exceptions près, les régions rurales d'Afrique ne peuvent être tenues pour surpeuplées. L'Afrique compte actuellement environ 374 millions d'habitants, d'où une densité moyenne de 11 habitants par kilomètre carré. La Suisse, elle, a une densité de 152 habitants par kilomètre carré...

Mais si l'Afrique est aujourd'hui, après l'Australie, le continent le moins peuplé du monde, cette situation va évoluer très rapidement.

Avec un taux de croissance démographique de 2,3 % par an, le continent noir comptera 560 millions d'habitants à la fin du siècle (contre

590 millions à ce moment-là pour l'Europe) et de 1500 millions à la fin du premier tiers du XXI<sup>e</sup> siècle.

Parmi les conséquences les plus préoccupantes de cette explosion, la question scolaire. La moitié de la population africaine a moins de 15 ans. Pour qu'ils puissent assurer à tous les enfants une éducation de niveau primaire, les gouvernements africains devraient dépenser, selon les calculs de l'OCDE, 60 % de leurs budgets à des fins scolaires: on en est loin actuellement avec 20 % !

#### LES CONTINENTS SELON LA DENSITÉ DE LA POPULATION (habitants/km<sup>2</sup>)

1925	Europe <sup>1</sup>	69	1975	Europe	97	2025	Asie du Sud	179
	Asie de l'Est	49		Asie de l'Est	86		Asie de l'Est	150
	Asie du Sud	25		Asie du Sud	66		Europe	131
	Union soviétique	7		Amérique latine	16		Amérique latine	52
	Amérique du Nord	6		Afrique	13		Afrique	46
	Amérique latine	5		Amérique du Nord	11		Amérique du Nord	19
	Afrique	5		Union soviétique	11		Union soviétique	17
	Océanie	1		Océanie	3		Océanie	5
	Monde	14		Monde	29		Monde	66

<sup>1</sup> Statistiques de l'UNESCO.

### 2. En Suisse, des «bêtes de somme» de moins en moins nombreuses

En Suisse, moins encore qu'ailleurs, semble-t-il, la solidarité face au développement du tiers n'a cours: Swissaid, l'organisation d'aide au développement, ne vient-elle pas de communiquer que l'aide helvétique au tiers monde a été diminuée d'un quart l'année dernière par rapport à 1972, si l'on tient compte de l'inflation ?

Un manque flagrant donc d'ouverture vers le

monde extérieur. Mais la prise de conscience générale de l'importance des données démographiques est insuffisante aussi à l'intérieur; comment ne pas avoir constamment à l'esprit ce fossé qui ne cesse de s'accroître entre la population active et la population non active, et qui va culminer dans un « problème démographique » que le professeur Kneschaurek, délégué aux questions conjonctu-

relles, n'hésite pas à cataloguer (Rapport final sur les perspectives d'évolution de l'économie suisse jusqu'en l'an 2000) parmi les questions les plus importantes à l'ordre du jour.

Le diagnostic tient, en fait, en peu de lignes.

L'hypothèse principale retenue par les spécialistes de la Confédération: « Le Conseil fédéral continuera à appliquer sa politique visant à stabiliser l'effectif des travailleurs étrangers; parallèlement, le nombre des étrangers au bénéfice d'un permis d'établissement augmentera aux dépens de celui des travailleurs à l'année, de manière à mieux assurer l'intégration économique et sociale de cette main-d'œuvre. »

Le résultat prévisible: « L'accroissement de la population en Suisse fléchira considérablement et, de 1970 à l'an 2000, il n'atteindra même plus, en termes absolus, l'augmentation notée pour la seule décennie 1960-1970 ! Le vieillissement de la population suisse de résidence s'accroîtra notablement, alors que la base de la pyramide des âges la concernant se rétrécira de plus en plus en raison du recul du taux de natalité. (La situation est inverse en ce qui a trait aux étrangers; leur renouvellement démographique est relativement élevé, et ils ne seront pas touchés, pendant assez longtemps encore, par le processus de vieillissement.) »

D'où un problème fondamental, que nous avons souvent soulevé dans ces colonnes: la charge croissante imposée par la partie non active de la population à celle qui exerce une activité. En clair, sur le plan économique, la population devra pourvoir aux besoins toujours grandissants des personnes âgées.

Et la conclusion s'impose sans peine ! « La relation entre population active et population non active se modifie à tel point qu'il faut se demander si nous ne nous approchons pas progressivement de la charge maximale que l'on peut raisonnablement exiger de ceux qui devront encore procurer par leur travail les moyens nécessaires au financement des besoins collectifs ! (...) Selon toute probabilité, le fardeau qui pèse sur les personnes

actives menacera de dépasser les limites économiquement et socialement tolérables. » Et les experts de poursuivre: ce fardeau pourrait « remettre en cause la réalisation, en bonne voie, des revendications d'ordre social et la solution des problèmes urgents qui se posent dans les domaines de la formation, de la recherche, de la santé publique ou de la protection de l'environnement si le taux de natalité des Suisses continuait à baisser aussi rapidement que depuis 1964 et/ou si la « troisième initiative sur l'emprise étrangère » devait être acceptée. »

On voit l'impasse: si l'accroissement démographique, lié à un développement erroné de l'économie, doit avoir des conséquences catastrophiques pour la planète (voir p. 1), il semble nécessaire à certains, par exemple, pour que survive le système et que les personnes actives ne soient pas les « bêtes de somme de la société de demain ».

### LES PAYS SELON LEUR TAUX DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Pays 1	Croissance popul.	Croissance PNB
	par an (% 1960-70)	par an (% 1960-70)
Costa Rica	3,8	6,5
Nigéria	2,5 (3,6) <sup>2</sup>	3,0
Mexique	3,5	7,2
Paraguay	3,4	4,4
Philippines	3,4	5,9
Iraq	3,4	6,0
Libye	3,4	24,1
Suisse	1,6	4,0
Finlande	0,6	4,5
Belgique	0,6	4,6
Royaume Uni	0,6	2,8
Autriche	0,5	4,4
Irlande	0,4	4,0
Hongrie	0,3	5,7
Républ. dém. allemande	0,0	4,2

1 BIT, statistiques du travail, édition spéciale population, 1974.

2 3,6 %, de 1963 à 1973, selon le recensement de 1973.

## 3. D'une minorité de privilégiés au reste de l'humanité

Prendre conscience que le problème démographique n'est qu'un volet parmi d'autres, tout aussi importants, des inégalités qui séparent pays industrialisés et pays en voie de développement, c'est mettre au jour un certain nombre de chiffres que nous devons rappeler ici.

1. Le produit national brut (PNB) total de 21 pays industrialisés à économie de marché était estimé, pour l'année 1970, à 2011 milliards de dollars américains, et celui de 107 pays en développement à 395 milliards<sup>1</sup>. (Il convient de rappeler que, pour différentes raisons d'ordre économique, structurel, statistique et autre, les données concernant le PNB ne sont pas toujours directement comparables d'un pays à l'autre; en outre, le PNB n'est de loin pas le seul élément à prendre en considération pour mesurer le niveau de développement d'un pays; cependant, ces chiffres reflètent une tendance générale et constituent un des moyens les plus fréquemment utilisés pour illustrer l'écart existant entre les pays industrialisés et les pays en développement.)

2. La population des pays industrialisés à économie de marché se chiffrait, en 1970, à 627 millions et celle des pays en développement à

1794 millions d'habitants. Cela signifie que 17 % de l'humanité, vivant dans des pays industrialisés à économie de marché, réalisent 64 % du produit mondial brut, alors que les pays en développement, qui englobent 49 % de l'humanité, ne réalisent que 13 % de ce produit.

3. Le PNB par habitant se montait en moyenne, en 1970, à 3205 dollars pour les pays industrialisés à économie de marché et à 220 dollars pour les pays en développement. En ce qui concerne les pays socialistes, y compris la Chine, le PNB par habitant était estimé, à la même époque, à 596 dollars.

4. Enfin, si l'on considère l'évolution du PNB de 1960 à 1970, on constate que le fossé entre pays industrialisés et pays en développement s'élargit. Et pourtant le PNB a enregistré une croissance sensiblement comparable dans les pays industrialisés et dans les pays en développement. Mais, dans les pays en développement, la population croît plus rapidement, de sorte que, exprimé par tête d'habitant, leur PNB augmente moins vite que celui des pays industrialisés. Ainsi, de 1960 à 1970, il a passé de 2162 à 3205 dollars par habitant dans les pays industrialisés à économie de marché, en regard d'une augmentation de 184 à 220 dollars dans les pays en développement. La croissance est donc de 48 % pour les premiers et de 20 % pour les seconds. Au cours de la même période, les pays industrialisés à économie de marché ont contribué pour 62 % à l'augmentation du produit mondial brut, les pays en développement pour 11 % seulement.

1 Les indications chiffrées de ce paragraphe et des suivants sont tirées de statistiques de la Banque mondiale. Elles portent sur 141 pays, soit  
— 21 pays industrialisés à économie de marché (dont la Suisse),  
— 13 pays socialistes (y compris la Chine),  
— 107 pays en développement (y compris la Yougoslavie, le Portugal, l'Espagne et la Turquie).

### A NOS ABONNÉS

Ce numéro 282 de « *Domaine Public* » marque l'avant-dernière étape de notre série bi-mensuelle estivale.

Le prochain DP paraîtra le 29 août et nous reprendrons ensuite notre rythme hebdomadaire habituel.